

DIAL 3580

AMÉRIQUE LATINE - Des évêques dénoncent les atteintes aux droits humains causées par l'extractivisme

CooperAcción

mardi 18 mai 2021, mis en ligne par [Dial](#)

Quatre évêques du Conseil épiscopal latino-américain (CELAM) sont allés présenter devant la Commission inter-américaine des droits humains (CIDH) une série de propositions pour mettre un frein aux atteintes aux droits humains causés par l'extractivisme. Texte publié par l'ONG péruvienne [CooperAcción](#).

Pour la première fois dans l'histoire de l'Église catholique, quatre évêques du Conseil épiscopal latino-américain (CELAM), Monseigneur Pedro Barreto Jimeno [1], Monseigneur Alvaro Ramazzini [2] et Monseigneur Roque Paloschi [3] se sont présentés devant la Commission inter-américaine des droits humains pour dénoncer l'atteinte aux droits humains par des entreprises d'extraction en Amérique Latine et dans les Caraïbes...

Sur ce sujet, Monseigneur Barreto a indiqué que dans des pays tels que le Brésil, l'Équateur, le Honduras, le Mexique et le Pérou la persistante irresponsabilité des entreprises est courante tout comme le silence complice des gouvernements au sujet de la violation des droits humains. Il a ajouté que, dans le fond, le nœud du problème est « un système économique qui place le profit au-dessus de la personne humaine, un extractivisme sans visage humain et sans éthique ». Il a également fait remarquer que 80% de l'exploitation minière en Amérique latine et dans les Caraïbes est réalisée par des entreprises canadiennes.

Il a insisté sur le fait que les évêques du CELAM ont présenté leurs propositions à la CIDH dans lesquelles l'Église catholique pose le problème de la nécessité d'une responsabilité partagée entre les entreprises et les États par le biais d'un dialogue sincère, car si l'on ne peut pas refuser l'extractivisme, il faut avoir une vision transgénérationnelle - c'est-à-dire penser aux générations futures, et se demander quels seront les dégâts que laissera l'exploitation minière et qui va les assumer.

Monseigneur Barreto a indiqué que si la responsabilité directe de la politique revient à l'État, l'Église a le devoir d'intervenir en avançant des propositions dans le cadre de sa mission évangélique, en faisant de la politique avec pour objectif le bien commun.

Dans ce cadre, les évêques du CELAM ont formulé lors de l'audience de la CIDH les propositions suivantes :

- Ouvrir une voie permanente de coopération.
- Proposer une formation sur les critères internationaux en matière de droits humains et de droits des populations indiennes et non indiennes, destinées aux agents de pastorale, leaders sociaux et populations vulnérables.

- Réaliser un rapport annuel sur les menaces et agressions subies par les agents de pastorale de l'Église catholique et les leaders sociaux qui se consacrent à veiller au respect des engagements des États en matière de droits humains et de droits des peuples indiens.
- Prendre en charge une coresponsabilité internationale vis-à-vis de la nature et du respect des droits humains, des droits des peuples indiens et non indiens, ainsi que la réparation des atteintes aux personnes et à l'environnement occasionnées par les industries extractives.
- Ne pas ériger en crime les mobilisations sociales dans un contexte de conflits socio-environnementaux.
- Chercher des solutions pacifiques et justes dans le respect de la culture et de la nature.

Monseigneur Barreto a également mis en avant la création du Réseau ecclésial panamazonien qui englobe un territoire de 6 millions de kilomètres carrés et une population de 3 millions de personnes habitant 9 pays. Il a fait savoir que ce sont le Cardinal Claudio Hübner et le département Justice et Solidarité du CELAM qui sont à la tête de ce processus. Le Réseau a été présenté à Rome le 2 mars 2021 et bénéficie de l'appui du Pape François.

Le Réseau panamazonien renforce le travail de l'Église et lui « permet d'avoir davantage d'impact dans la défense des populations pauvres, des cultures indiennes qui possèdent une impressionnante richesse et une culture d'harmonie dans leurs relations avec la nature », a déclaré l'Archevêque de Huancayo. Il a fait remarquer que ces cultures « nous apprennent à prendre soin de la vie et des biens de la création et à les respecter. »

- [Dial](#) - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3580.

- Traduction d'Annie Damidot pour Dial.
- Source (espagnol) : [CooperAcción](#) (Pérou), mars 2021.

En cas de reproduction, mentionner au moins les auteurs, la traductrice, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Archevêque de Huancayo (Pérou) et président du département Justice et Solidarité du CELAM.

[2] Évêque de Huehuetenango (Guatemala) et président de la commission Justice et Solidarité de la Conférence épiscopale du Guatemala.

[3] Évêque de Roraima et membre de la commission amazonienne de la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB).